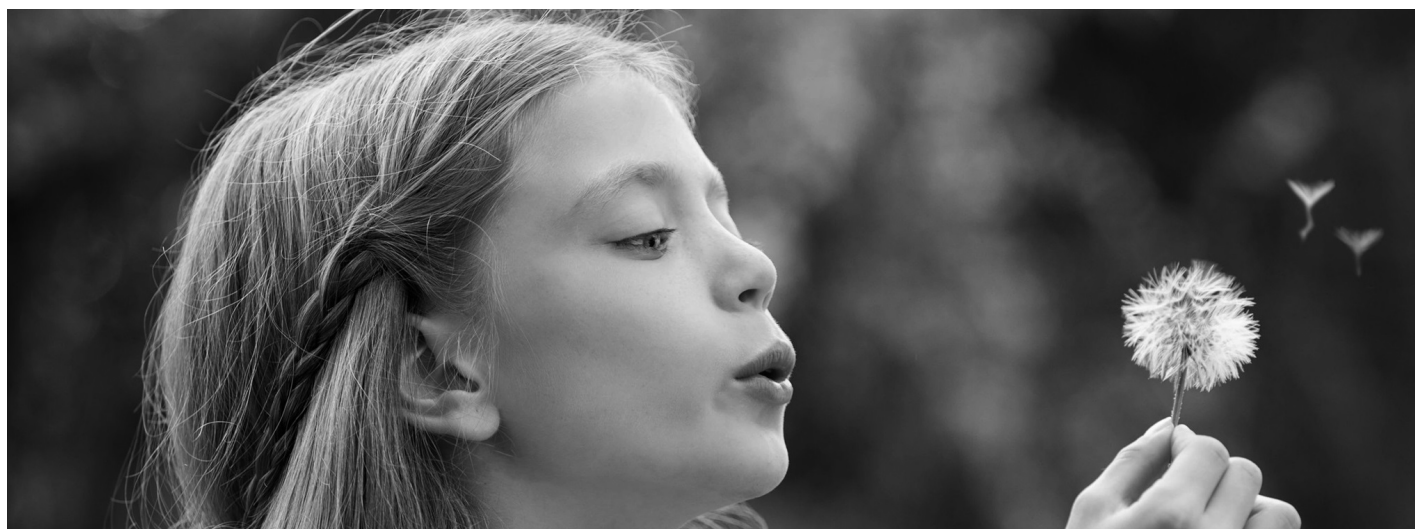


nov'ACTU

votre actualité économique et financière by novAM Office Patrimonial



Ô surprise, l'Irlande ne veut pas perdre son avantage compétitif...

Par la voix de son ministre des Finances Paschal Donohoe (qui n'est autre que l'actuel Président de l'Eurogroupe...), l'Irlande est venue confirmer cette semaine ce que nombre d'observateurs avisés pressentaient déjà : le pays est clairement opposé au projet de taux minimum d'imposition des sociétés au niveau mondial !

Comme nous l'évoquions dans notre newsletter du 8 avril 2021, ce projet est revenu sur le devant de la scène après le vibrant soutien que l'administration Biden lui avait apporté.

Depuis plusieurs semaines, le taux minimum de 15% avait retenu les faveurs des pays favorables au projet. Sans surprise, les pays qui dépassent d'ores et déjà ce seuil soutiennent l'idée (30,2% en Allemagne, jusqu'à 31% en France, 27,5% en Italie) ... quand l'un des seuls pays à s'inscrire sous ce seuil (12,5% d'imposition sur les sociétés en Irlande) en occident s'oppose à la réforme !

Serait-ce là un premier revers pour nos alliés américains, auxquels les milieux autorisés prêtaient même la volonté d'imposer un seuil encore plus restrictif (leurs propositions initiales allaient jusqu'à imposer un minimum de 21%) ? Non, tant la posture Irlandaise ne peut surprendre... L'issue de cet épineux débat dépendra évidemment de ce que chacun est susceptible d'apporter à la table des négociations. Nul doute que Washington ne lâchera pas le combat, tant la volonté de remonter son propre taux d'imposition des sociétés de 21% à 28% apparaît crucial pour financer son programme riche en investissements (notamment dans les infrastructures).

En d'autres termes, le locataire de la Maison Blanche a tout intérêt à soutenir le projet mondial pour défendre la compétitivité de ses propres entreprises sur l'échiquier international. Berlin et Paris ne sont évidemment pas en reste... la persistance de telles disparités fiscales au sein de la même zone monétaire représentant probablement l'une des plus grandes tares de l'Euroland. Washington (soutenu par Paris et Berlin) a-t-il les moyens diplomatiques de faire plier Dublin ?

La réponse se trouve peut-être dans la question...

La table des négociations... ou le lieu de prédilection de tout responsable politique américain

Si vous avez raté l'épisode précédent... les républicains étaient revenus à la table des négociations avec une proposition largement en deçà des attentes démocrates. Les discussions se sont toutefois poursuivies ces derniers jours...

Le lecteur régulier de ce billet hebdomadaire ne sera pas surpris de la posture de Joe Biden, tant la rapidité de la mise en place du nouveau plan semble cruciale dans l'esprit de son administration. Aussi, il est finalement logique que celui-ci privilégie un compromis à la procédure de réconciliation qui doit davantage servir de levier dans les négociations.

L'Administration Biden est donc revenue vers les républicains avec une proposition, revue à la baisse, de 1 700 milliards de dollars. Une réduction des dépenses qui répond à la volonté républicaine de limiter le recours à l'imposition (cf. imposition des sociétés évoquée ci-dessus).

Las, les républicains ont immédiatement rejeté cette main tendue, jugeant les montants toujours trop élevés... A la faveur de cette possibilité de recourir à la procédure de réconciliation, les négociations devraient s'intensifier ces prochains jours... Jusqu'à offrir le final haletant dont l'échiquier politique américain est friand ! (« Fiscal Cliff », plans de relance 2020, ...).

Une fois l'ampleur du plan de relance déterminée, il sera ensuite temps de mesurer son impact potentiel sur la poursuite de la reprise économique américaine... qui est déjà bien orientée ! Les indices PMI du mois de mai, publiés en fin de semaine dernière, ont ainsi une nouvelle fois fait état d'une accélération forte, sur fonds de réouverture des services et plus précisément d'un rebond de l'activité marqué dans les loisirs, l'hôtellerie ou la restauration.



Les actifs américains toujours aussi plébiscités... par les non-résidents !

A l'heure où craintes inflationnistes vont de pair avec le risque de remontée des taux, certains investisseurs semblent déjà trouver la dette US très attractive sur les niveaux actuels (1,6% pour le « 10 ans » américain à l'heure où nous écrivons ces lignes) ...

Selon CPR Asset Management, les « non-résidents » ont achetés 119 milliards de dollars à maturité longue sur le seul mois de mars ! Un niveau tout sauf anodin puisqu'il représente le plus important jamais constaté sur cette période !

Une véritable inflexion surtout, puisque la tendance était à la vente ces derniers mois.

Notons par ailleurs que l'intérêt des non-résidents ne se limite pas à la dette étatique, puisque ceux-ci ont acheté sur la période les plus grandes quantités de dette d'entreprises depuis ... 2008 ! Sans doute le niveau actuel du dollar semble-t-il également attractif pour un investisseur étranger ?

Bercy reste au chevet des entreprises

Plus d'un an après le début de la crise sanitaire qui a profondément marqué l'économie de notre pays, le gouvernement a annoncé une nouvelle enveloppe de 15 milliards d'euros d'aides aux entreprises. Alors que les agents économiques reprennent peu à peu leur activité sur fond de levée des restrictions sanitaires, les besoins en liquidités de certains d'entre eux restent importants. Ainsi, Bruno Le Maire a annoncé que certaines mesures de soutien ciblé (exonérations de charges, financement du chômage partiel, ...) restent nécessaires pour ne pas pénaliser la reprise... Des aides vouées à éviter les faillites en cascade tant redoutées dès la réouverture...

Sources : WiseAM, Boursedirect, les Echos, Zonebourse, 20minutes
Achévé de rédiger le 27/05/2021



www.nov-am.com



novAM - 31, rue des poissonniers 92200 Neuilly s/Seine



01 55 62 00 96



contact@nov-am.com